

<https://www.aefinfo.fr/depeche/703518>

Antonin Gouze

5 min read

Refonte de la terminale pro : l'ensemble des syndicats quitte la réunion de la Commission spécialisée des lycées

Tous les syndicats d'enseignants de la voie professionnelle ont "claqué la porte de la C.S.L." qui s'est tenue mercredi 29 novembre 2023, annoncent-ils dans un communiqué commun. Ils dénoncent "d'une seule voix et avec force le texte relatif à la transformation profonde des trois années de cursus bac pro" et "exigent du ministre qu'il renonce à présenter ces textes au C.S.E. du 14 décembre". Pour eux, ces textes engendreront "des pertes lourdes en termes d'horaires disciplinaires pour les élèves" et auront "un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçants en LP".



RÉFORME DES LYCÉES PROS

L'ensemble des organisations syndicales et la FCPE claquent la porte de la commission spécialisée des lycées

Droits réservés - DR

Toutes les organisations présentes en CSL ce mercredi 29 novembre 2023 (~~Sneep-FSU~~, ~~Snes-FSU~~, ~~Snep-FSU~~, ~~SE-Unsa~~, ~~Snetaa-FO~~, ~~CGT Éduc'action~~, ~~Sgen-CFDT~~, ~~Fep-CFDT~~, ~~Snalc~~, ~~SUD-Éducation~~, ~~Snec-CFEC~~, ~~la CNT-FTE~~, ~~FCPE~~) dénoncent, dans un communiqué, les textes qui leur ont été présentés et ont quitté la réunion.

Elles demandent au ministère de renoncer présenter ces textes au CSE du 14 décembre. À noter que cette prise de position commune marque une évolution par rapport aux jours précédents, où le SE-Unsa et la CFDT ne faisaient pas partie de l'intersyndicale (lire sur AEF info).

une perte d'heures pour les élèves sur l'ensemble du cursus pro

Mais après consultation de l'ensemble des textes qui leur ont été soumis, les organisations soulignent que cette refonte "induit des pertes lourdes en termes d'horaires disciplinaires pour les élèves" : non seulement la suppression de "quatre semaines de cours" dont "85 heures d'enseignement professionnel" en terminale, mais aussi "la suppression de deux heures hebdomadaires en seconde et première, soit "un total de 203 heures sur les trois ans du bac pro, l'équivalent de sept semaines d'enseignement".

Les organisations syndicales soulignent également que "tous ces bouleversements auront un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçants en lycée professionnel".

Elles rappellent que "des questions majeures et centrales pour organiser la rentrée 2024 ont été posées et sont restées lettre morte faute de temps de la part des services pour rédiger des textes précis". Parmi ces points soulevés :

- le fait que "le parcours distinct organise une inégalité de réussite aux épreuves [...] : certains élèves maintenus en lycée bénéficieront de la proximité de leurs enseignants quand celles et ceux en stage seront privés de période de révision,
- le fait que "les modalités d'organisation de l'oral de projet qui nécessitera un texte réglementaire" sont encore inconnues,
- le fait que "la note de service concernant les parcours différenciés" ne leur a pas été fournie,

Un rendez-vous sollicité avec Gabriel Attal

Face à "cette précipitation et à l'absence de modalités claires de mise en œuvre que représentent l'ensemble de ce projet", l'intersyndicale appelle Gabriel Attal à "renoncer à ces projets" et "engager de véritables concertations au sein du ministère de l'Éducation avec l'intersyndicale et la FCPE pour renforcer la voie professionnelle scolaire".

"Nous réclamons un rendez-vous avec le ministre de l'Éducation nationale ou son cabinet", indique Sigrid Gérardin, du Snuep-FSU, à AEF info. "Les élèves, les parents d'élèves et l'ensemble des organisations syndicales affichent leur incompréhension face à ce projet et ces pertes d'heures de cours. La voie professionnelle mérite mieux qu'un bricolage. Or rien n'est prêt dans ce projet, et cela aura des conséquences sur les personnels. Nous demandons qu'on nous présente des textes sérieux. On ne peut pas jouer avec l'avenir des jeunes", souligne-t-elle.

Dépêche n° 703518